

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 01/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FULCHIRON ALSACE

Chemin de Saint Eloi
91720 MAISSE

Code AIOT : 0006700065

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2026 dans l'établissement FULCHIRON ALSACE implanté RN 419 - 67620 SOUFFLENHEIM. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FULCHIRON ALSACE
- RN 419 - 67620 SOUFFLENHEIM
- Code AIOT : 0006700065
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation sur cette installation d'une carrière de sables quartzeux et des installations de traitement des matériaux est réglementée, au titre des rubriques 2510, 2515, 2517 des ICPE, par l'arrêté préfectoral du 29/12/2010, pour une durée de 18 ans, soit jusqu'au 29/12/2028.

L'extraction de la sablière étant terminée, l'exploitant doit désormais finaliser la remise en état du site. Le remblaiement avec des matériaux naturels inertes extérieurs a été autorisé par arrêté préfectoral du 10/11/2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Accueil de matériaux extérieurs	AP Complémentaire du 10/11/2022, article 3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Modalités de remblaiement	AP Complémentaire du 10/11/2022, article 3.2	Demande d'action corrective	3 mois
4	Tri et recyclage des déchets inertes	Code de l'environnement du 17/12/2010, article L. 541-2-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Matériaux admis pour le remblaiement	AP Complémentaire du 10/11/2022, article 2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la suite des constats de la visite du 28/01/2026, l'inspection propose au préfet d'abandonner le projet de mise en demeure de l'exploitant de respecter les dispositions concernant les déchets terreux admis sur son site dans le cadre du réaménagement.

L'inspection constate cependant trois non-conformités dans les conditions d'exploitation et propose une demande de mise en œuvre d'actions correctives à l'exploitant.

Afin de justifier de l'avancement de la démarche d'actions correctives, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection des Installations Classées, dans les délais indiqués dans le corps du rapport, les mesures prises ou prévues pour répondre aux observations relevées.

D'autres suites pourront être envisagées en fonction des éléments de réponse apportés par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Matériaux admis pour le remblaiement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/11/2022, article 2.1
Thèmes : Autre, Matériaux admis pour le remblaiement
Prescription contrôlée : Le site est remblayé avec les déchets inertes et avec les terres non polluées de la carrière et avec les matériaux extérieurs suivants : Type de déchets / Code des déchets / Nature des déchets Déchets de construction et démolition / 17 05.04 / Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse (à l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés)

Déchets municipaux / 20 02 02 / Terres et pierres (provenant uniquement de jardins et de parc à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe)

Les déchets reçus sont non dangereux et inertes.

De la terre végétale est également accueillie et stockée sur le site en vue de la remise en état finale.

Constats :

Parmi les matériaux constatés, lors de la visite (déblais terreux admis et déblais terreux présents sur le chantier de remblaiement en zone de déchargement et en zone de poussée vers la fosse), l'inspection constate la présence de blocs de pierres taillées (pavés). Ces blocs de pierre sont des matériaux susceptibles de réemploi ou de recyclage.

Les matériaux destinés au remblai constatés lors de la visite n'appellent pas d'autre remarque de l'inspection.

L'inspection propose au préfet l'abandon du projet de mise en demeure précédemment proposé suite à la visite du 25/06/2025, lors de laquelle il a été constaté dans les déblais terreux des déchets de démolition (briques, béton) et des objets en plastique.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 2 : Accueil de matériaux extérieurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/11/2022, article 3.1

Thèmes : Autre, Accueil de matériaux extérieurs

Prescription contrôlée :

Les matériaux extérieurs sont accueillis sur le site dans les limites suivantes :

- au total, 1298 275 tonnes (753 000 m^o) sont accueillies sur le site pour sa remise en état ;
- en moyenne 200 000 tonnes par an ;
- au maximum 300 000 tonnes par an ;
- au maximum 259 655 tonnes (150 600 m³) d'argiles au total ;
- 18 000 m^o de terres végétales.

L'accueil des matériaux extérieurs nécessaires à la remise en état de la carrière est réalisé conformément aux dispositions des arrêtés du 22/09/1994 et du 12/12/2014 susvisés.

Pour le remblaiement des terrains jusqu'à la cote 131 m NGF, chaque lot de déchets admis fait l'objet d'analyses visant à vérifier la conformité des déchets aux dispositions de l'annexe II de l'arrêté du 12/12/2014 susvisé. Les résultats des analyses sont annexés au document préalable établi en vue de l'acceptation des déchets.

Au-delà de la cote 131 m NGF, des analyses sont réalisées toutes les 10 000 tonnes de matériaux accueillies.

Pour les matériaux provenant d'Allemagne, l'exploitant s'assure par des analyses, en préalable à l'accueil des matériaux sur le site, qu'ils sont conformes aux dispositions de l'annexe II de l'arrêté du 12/12/2014 susvisé. Les résultats des analyses sont annexés au document préalable établi en vue de l'acceptation des déchets.

Constats :

Sur la plateforme gouvernementale Trackdechets, l'exploitant a saisi les volumes d'accueil suivants de matériaux :

Code déchet	Année réception	Somme - Quantité acceptée / traitée nette (tonnes)
17 05 04	2023	50955,6
	2024	196896,56
	2025	281251,61
	2026	31814,07

L'inspection note que les volumes admis sont en augmentation et que la capacité maximale annuelle autorisée est proche d'être atteinte en 2025.

L'exploitant indique procéder à deux échantillons pour analyse par semaine pour répondre à la prescription d'analyse des matériaux mis en remblais (1 analyse toutes les 10000 tonnes, Art. 3.1 Al.4).

L'inspection note que cette prescription n'est établie que pour le remblaiement au-dessus de la cote 131 m NGF.

L'exploitant est tenu de réaliser une analyse par lot admis pour le remblaiement effectué sous la cote de 131 m NGF.

L'inspection constate que le dispositif de contrôle visuel à l'entrée du site est en panne. L'exploitant procède uniquement au contrôle de déchargement des matériaux.

La prescription de l'alinéa 2 de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 prévoit : *"Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé."*

Par courriel du 03/02/2026, l'exploitant précise qu'il prévoit la remise en service de son dispositif de contrôle visuel à l'entrée sur le site en mars 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de justifier du respect des dispositions de l'article 3.1 de l'arrêté du 10/11/2010, notamment sur les fréquences des analyses des matériaux admis, ou de déposer un dossier de demande de modification de la prescription.

De plus, l'inspection demande à l'exploitant de justifier la remise en service effective du dispositif de contrôle visuel à l'entrée du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délai : 3 mois

N° 3 : Modalités de remblaiement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/11/2022, article 3.2
Thèmes : Autre, Modalités de remblaiement
Prescription contrôlée : 3.2.1 Principes généraux Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. Un compactage des matériaux mis en remblais est réalisé à cet effet autant que de besoin. Le déversement direct de la benne des camions est interdit en absence du personnel chargé du contrôle. 3.2.2 Remblaiement en eau Les matériaux sont déposés dans une zone prévue à cet effet en bord de fosse. Une fois déchargés et acceptés, les matériaux inertes sont poussés dans la fosse d'extraction à l'aide d'un chargeur ou d'un boueur depuis l'aire de dépotage. 3.2.3 Plan de carroyage L'exploitant met en place un carroyage de 50 mètres par 50 mètres. Une segmentation verticale est également mise en place entre la cote 131 m NGF et la cote maximale de remblaiement. Le plan de carroyage permet de localiser, dans chaque casier, les lots de matériaux inertes déposés. La référence du casier est mentionnée sur le registre prévu à l'article 9 de l'arrêté du 12/12/2014 susvisé. Des bornes fixes matérialisent les limites des casiers. Au cours du chantier, le maillage est délimité par un dispositif adapté permettant de visualiser chaque secteur de remblaiement pour les parties en eau et hors d'eau. La cote 131 m NGF est matérialisée par des repères situés au niveau de la zone de chantier. Le plan est mis à jour une fois par an. 3.2.4 Mise en remblai des argiles Les argiles sont remblayées sous forme de bancs discontinus (ou en partie sommitale).
Constats : Les bornes fixes matérialisent les limites des casiers ne sont pas présentes. L'exploitant n'a pas disposé les repères matérialisant la cote 131 m NGF.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant, dans un délai de 3 mois de mettre en œuvre un dispositif de matérialisation conforme aux dispositions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 10/11/2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suite : Demande d'action corrective
Proposition de délai : 3 mois

N° 4 : Tri et recyclage des déchets inertes

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/12/2010, article L. 541-2-1
Thèmes : Autre, Tri et recyclage des déchets inertes
Prescription contrôlée : "I.-Les producteurs de déchets, outre les mesures de prévention des déchets qu'ils prennent, et les détenteurs de déchets en organisent la gestion en respectant le principe de proximité et la hiérarchie des modes de traitement définis au II de l'article L. 541-1"
Constats : Parmi les déchets admis lors de la visite du 28/01/2026, l'inspection constate la présence de pavés de grès, dans les déchargements observés de 3 camions. Ces pierres sont des matériaux susceptibles de réutilisation ou de recyclage, prioritairement à leur élimination ou à leur valorisation en remblaiement. L'inspection constate ainsi le non respect de la hiérarchie des modes de traitement des déchets édictée à l'article L.541-1 du code de l'environnement, ainsi que le non respect des dispositions de l'alinéa 3 de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 qui prévoit : <i>"Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure : - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;"</i> . L'inspection constate, en outre, que les codes de traitement saisis sur les déclarations des producteurs et apporteurs de déchets admis sur le site de l'exploitant sont des codes de traitement de la catégorie de recyclage/réutilisation (R5). L'emploi de déblais terreux en aménagement (ou de réaménagement de carrière) constitue une valorisation (code D1) (voire une élimination) et non un recyclage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de justifier du tri effectif des déchets admis et du respect de l'alinéa 3 de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 et du respect de la hiérarchie des mode de traitement des déchets disposée au titre 4 du livre V du code de l'environnement. L'inspection demande à l'exploitant de prendre des mesures et de justifier de leur mise en œuvre pour la conformité des déclarations aux accueils de déchets et à leur mode de traitement sur son site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délai : 3 mois
